

Projet Budget General 2022 - Section 9

ASSEMBLÉE NATIONALE
QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT
SESSION ORDINAIRE DE 2020-2021

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 21 juillet 2021

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 21 juillet 2021

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Projet du budget général 2022 - Section 9 Contrôleur européen de la protection des données

CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES

Résumé du projet de budget 2022

Le dernier état prévisionnel des recettes et des dépenses du CEPD¹ a été présenté en mars 2020, au début du confinement causé par la pandémie de COVID-19. Nous n'étions pas en mesure de prévoir la durée ou les conséquences de la pandémie et nous avons donc présenté un budget forfaitaire. Un an plus tard, avec l'émergence de tendances claires et l'expérience acquise au cours de ces derniers mois, nous sommes mieux à même d'établir nos prévisions budgétaires.

L'urgence sanitaire actuelle pose certains défis en matière de protection des données, qui se poursuivront en 2022²; et la nécessité de maintenir la distanciation sociale entraîne un bond considérable de la numérisation, qui modifiera de manière irréversible notre lieu de travail et notre mode de vie.

Pour une autorité de protection des données telle que le CEPD, ces défis viennent s'ajouter à une prise de conscience croissante concernant les droits et obligations en matière de protection des données, étant donné que les organisations publiques et privées commencent à mettre en œuvre les exigences du RGPD³ et du RPDUE⁴. De la part des organes chargés de la surveillance, nous assistons à une multiplication des consultations et des demandes de formation, et dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice⁵, le lancement des activités du Parquet européen constitue un défi supplémentaire⁶. Du point de vue politique, l'avis du CEPD sur l'ambitieux agenda numérique proposé par la Commission européenne⁷ est essentiel, de même que la mission de suivi technologique⁸, nécessaire pour éclairer le débat public et démocratique sur l'incidence des nouvelles technologies dans notre vie quotidienne.

¹ Nos estimations couvrent à la fois les besoins du secrétariat du Contrôleur européen de la protection des données (ci-après «le CEPD») et ceux du secrétariat du comité européen de la protection des données (ci-après «l'EDPB»). Toute référence faite au CEPD dans le présent document doit être interprétée comme englobant également le secrétariat de l'EDPB.

² Pour de plus amples informations sur les défis spécifiques en matière de surveillance liés à la pandémie de COVID-19, veuillez vous reporter à la section 6.4.5 du présent document.

³ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

⁴ Règlement (UE) 2018/1725 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE

⁵ Le CEPD consacre des ressources spécifiques à la surveillance des opérations de traitement des données à caractère personnel liées aux activités essentielles des agences et organes européens actifs dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ), à savoir Europol, Eurojust, le Parquet européen, Frontex, eu-LISA et l'EASO.

⁶ Le Parquet européen devient opérationnel en 2021. Cela signifie qu'en 2022, les activités liées à la surveillance du Parquet européen passeront du suivi et de l'assistance lors de la mise en place du Parquet européen à une surveillance active des activités opérationnelles. Le Parquet européen observe une croissance rapide de son personnel, qui sera suivie d'un accroissement de l'étendue de ses activités (par exemple, un délégué à la protection des données a récemment été sélectionné). En conséquence, ceci oblige le CEPD à affecter des ressources à un contrôle complet, comme c'est le cas avec Europol et, plus récemment, avec Eurojust. En particulier, ce passage de la consultation et du conseil à la surveillance pratique comprendrait des audits (et, si nécessaire, des enquêtes), qui n'étaient pas prévus avant que le Parquet européen ne devienne opérationnel.

⁷ Voir, par exemple, les propositions de la Commission sur l'IA, la législation sur les services numériques, la législation sur les marchés numériques et l'acte sur la gouvernance des données, ainsi que les avis adoptés par le CEPD en 2021.

⁸ Le règlement (UE) 2018/1725 impose au CEPD de suivre les évolutions technologiques présentant un intérêt pour la protection des données [article 57, paragraphe 1, point h)].

Pour toutes ces raisons, la charge de travail du CEPD et de l'EDPB a explosé en 2020 et en 2021. Les réunions et les consultations ont plus que doublé⁹ et nous savons à présent que nous atteindrons en 2022 une charge de travail sans précédent.

L'année dernière, nous avons déclaré dans nos estimations que le cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2021-2027 devrait être ambitieux et tenir compte du fait que les ressources des autorités chargées de la protection des données en Europe, y compris le CEPD, devaient être considérablement renforcées. Nous avons fait référence aux rapports publiés par l'EDPB indiquant que la plupart des autorités de protection des données dans l'EEE nécessiteraient une augmentation de 30 % à 50 % de leur budget – voire 100 % dans certains cas – pour traiter efficacement les tâches qui leur sont attribuées.

Nous sommes très heureux de constater que, dans la résolution adoptée par le Parlement européen le 17 mars 2021, en réponse au premier rapport sur la mise en œuvre du RGPD présenté par la Commission¹⁰, le Parlement a exprimé nos préoccupations:

*«[Le Parlement européen] s'inquiète du fait que les autorités de contrôle de 21 États parmi les 31 États auxquels s'applique le RGPD (à savoir les États membres de l'Union européenne, l'Espace économique européen et le Royaume-Uni) ont explicitement déclaré ne pas disposer des ressources humaines, techniques et financières, ni des locaux et infrastructures suffisants pour remplir correctement leur mission et exercer leurs pouvoirs; s'inquiète du manque de personnel technique spécialisé dans la plupart des autorités de contrôle de l'Union, ce qui complique les enquêtes et l'application de la législation; observe avec inquiétude que les autorités de surveillance sont sous pression étant donné le déséquilibre croissant entre leurs responsabilités en matière de protection des données à caractère personnel et les ressources dont elles disposent; constate que les services numériques sont amenés à devenir de plus en plus complexes en raison de l'utilisation accrue d'innovations telles que l'intelligence artificielle (c'est-à-dire d'une aggravation du problème du manque de transparence du traitement des données, notamment pour l'entraînement des algorithmes); souligne par conséquent qu'il importe que les autorités de contrôle de l'Union et le CEPD disposent de ressources financières, techniques et humaines suffisantes pour être à même de traiter rapidement mais en profondeur un nombre croissant d'affaires complexes nécessitant d'importantes ressources, ainsi que de coordonner et faciliter la coopération entre les APD nationales, afin de surveiller correctement l'application du RGPD et de protéger les droits et libertés fondamentaux; craint que l'insuffisance des ressources des APD, en particulier si l'on compare leurs ressources aux revenus des grandes entreprises du secteur des technologies de l'information, n'aboutisse à des accords de règlements pour limiter le coût de procédures pesantes et laborieuses»;*¹¹

Ces préoccupations sont particulièrement importantes pour le comité européen de la protection des données, un nouvel organe de l'UE qui est encore en phase de démarrage et devrait poursuivre sa croissance naturelle. L'attribution de ressources suffisantes au profit d'initiatives telles que la réserve d'experts de soutien, visant à renforcer l'application de la protection des données à l'échelle de l'UE, est essentiel au succès du RGPD, et constitue par conséquent une priorité absolue pour une Union européenne considérée comme un leader mondial en matière de technologies fondées sur la valeur et de protection des droits fondamentaux.

Pour ces motifs, nous ne pouvons pas soumettre un deuxième budget forfaitaire à l'autorité budgétaire. En 2022, outre le renforcement modéré de nos effectifs pour faire face à l'augmentation de notre charge de travail,

⁹ L'EDPB a tenu 27 réunions ordinaires en 2020 au lieu des 11 réunions prévues, et 145 réunions en sous-groupes en 2020 contre 90 réunions en 2019. En ce qui concerne les consultations, en 2019, le CEPD a reçu au total 31 demandes de consultation législative, tandis qu'en 2020, le nombre de demandes a doublé (pour atteindre un total de 63 demandes). Au 18 février 2021, le CEPD avait déjà reçu 23 demandes de consultation législative.

¹⁰ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2021-0211_FR.pdf

¹¹ Voir le point 15 de la résolution du Parlement européen.

nous aurons besoin de ressources supplémentaires pour adapter notre lieu de travail aux exigences de la «nouvelle normalité», avec un renforcement de la numérisation et du télétravail. Dans notre cas particulier, notre transformation numérique implique également d'évoluer vers des infrastructures informatiques et des logiciels qui soient non seulement pleinement conformes à la protection des données, mais également capables de renforcer notre indépendance (par exemple, en cherchant à réduire au minimum la dépendance actuelle à l'égard de fournisseurs en situation de monopole, qui pourrait entraîner un verrouillage technologique préjudiciable). Comme annoncé dans les estimations de l'année dernière, nous réalisons actuellement une analyse des lacunes informatiques, qui devrait déboucher sur une étude de faisabilité visant à combler efficacement ces lacunes à partir de 2022. Nous sommes convaincus que les conclusions de cette analyse pourraient être aisément extrapolées et appliquées aux autres institutions de l'UE.

Heureusement, tous les changements induits par la pandémie de COVID-19 ne sont pas négatifs. De fait, la plupart des nouvelles dépenses pour 2022 peuvent être compensées par les économies réalisées grâce à l'organisation de réunions virtuelles et par la réduction des coûts des missions, de la traduction et de l'interprétation, entraînant ainsi une augmentation très modérée de 3,8 %, qui n'est pas éloignée des recommandations de la Commission européenne. En outre, conscients de la nécessité d'un assainissement budgétaire, nos propositions pour 2022 sont inférieures au plafond prévu dans le CFP¹².

¹² - 7,03 % en ce qui concerne les crédits de fonctionnement et deux ETP de moins que prévu.

SECTION IX — CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES

RECETTES — RECETTES

Données chiffrées

Titre	Intitulé	Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
3	RECETTES ADMINISTRATIVES	1 815 000	1 755 670	1 317 468,00
4	PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	p.m.	p.m.	0,—
	Total	1 815 000	1 755 670	1 317 468,00

TITRE 3 — RECETTES ADMINISTRATIVES

Données chiffrées

Titre Chapitre	Intitulé	Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
3 0	RECETTES PROVENANT DU PERSONNEL	1 815 000	1 755 670	1 317 468,00
3 1	RECETTES LIÉES À LA PROPRIÉTÉ	p.m.	p.m.	0,—
3 2	RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DE FOURNITURES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES ET DE TRAVAUX — RECETTES AFFECTÉES	p.m.	p.m.	0,—
3 3	AUTRES RECETTES ADMINISTRATIVES	p.m.	p.m.	p.m.
	Titre 3 — Total	1 815 000	1 755 670	1 317 468,00

CHAPITRE 3 0 — RECETTES PROVENANT DU PERSONNEL

Données chiffrées

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020	2020/2022
3 0	RECETTES PROVENANT DU PERSONNEL				
3 0 0	Taxes et prélèvements				
3 0 0 0	Impôt sur les rémunérations	739 000	752 180	538 663,00	72,89 %
3 0 0 1	Prélèvements spéciaux sur les rémunérations	157 000	143 272	114 472,00	72,91 %
	<i>Article 3 0 0 — Sous-total</i>	896 000	895 452	653 135,00	72,89 %
3 0 1	Contribution au régime de pensions				
3 0 1 0	Contribution du personnel au régime de pensions	919 000	860 218	664 333,00	72,29 %
3 0 1 1	Transferts ou rachats de droits à pension par le personnel	p.m.	p.m.	p.m.	
3 0 1 2	Contribution du personnel en congé au régime de pensions	p.m.	p.m.	0,—	
	<i>Article 3 0 1 — Sous-total</i>	919 000	860 218	664 333,00	72,29 %
	Chapitre 3 0 — Total	1 815 000	1 755 670	1 317 468,00	72,59 %

Article 3 0 0 — Taxes et prélèvements

Poste 3 0 0 0 — Impôt sur les rémunérations

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
739 000	752 180	538 663,00

Bases légales

Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, et notamment son article 12.

Règlement (CEE, Euratom, CECA) n° 260/68 du Conseil du 29 février 1968 portant fixation des conditions et de la procédure d'application de l'impôt établi au profit des Communautés européennes (JO L 56 du 4.3.1968, p. 8).

Règlement (UE) 2016/300 du Conseil du 29 février 2016 fixant les émoluments des titulaires de charges publiques de haut niveau de l'Union européenne (JO L 58 du 4.3.2016, p. 1).

Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Poste 3 0 0 1 — Prélèvements spéciaux sur les rémunérations

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
157 000	143 272	114 472,00

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 66 *bis*.

Règlement (UE) 2016/300 du Conseil du 29 février 2016 fixant les émoluments des titulaires de charges publiques de haut niveau de l'Union européenne (JO L 58 du 4.3.2016, p. 1).

Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, et notamment son article 12.

Article 3 0 1 — Contribution au régime de pensions

Poste 3 0 1 0 — Contribution du personnel au régime de pensions

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
919 000	860 218	664 333,00

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 83, paragraphe 2.

Poste 3 0 1 1 — Transferts ou rachats de droits à pension par le personnel

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	p.m.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment l'article 4, l'article 11, paragraphes 2 et 3, et l'article 48 de son annexe VIII.

Poste 3 0 1 2 — Contribution du personnel en congé au régime de pensions

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

CHAPITRE 3 1 — RECETTES LIÉES À LA PROPRIÉTÉ

Données chiffrées

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020	2020/2022
3 1	RECETTES LIÉES À LA PROPRIÉTÉ				
3 1 0	Vente de biens immeubles — Recettes affectées	p.m.	p.m.	0,—	
3 1 1	Vente d'autres biens	p.m.	p.m.	0,—	
3 1 2	Locations et sous-locations de biens immeubles — Recettes affectées	p.m.	p.m.	0,—	
	Chapitre 3 1 — Total	p.m.	p.m.	0,—	

Article 3 1 0 — Vente de biens immeubles — Recettes affectées

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Cet article est destiné à accueillir les recettes provenant de la vente des biens immeubles appartenant à l'institution.

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Article 3 1 1 — Vente d'autres biens

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Cet article est destiné à accueillir les recettes provenant de la vente ou de la reprise d'autres biens appartenant à l'institution. Il accueille aussi le produit de la vente des équipements, des installations, des matériels et des appareils à usage scientifique et technique, ainsi que de la vente de véhicules, qui sont remplacés ou mis au rebut lorsque leur valeur comptable est totalement amortie.

Article 3 1 2 — Locations et sous-locations de biens immeubles — Recettes affectées

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

CHAPITRE 3 2 — RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DE FOURNITURES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES ET DE TRAVAUX — RECETTES AFFECTÉES

Données chiffrées

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020	2020/2022
3 2	RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DE FOURNITURES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES ET DE TRAVAUX — RECETTES AFFECTÉES				
3 2 0	<i>Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux — Recettes affectées</i>				
3 2 0 2	Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux pour les autres institutions, agences et organismes de l'Union — Recettes affectées	p.m.	p.m.		
	<i>Article 3 2 0 — Sous-total</i>	p.m.	p.m.		

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020	2020/2022
3 2 1	<i>Indemnités de mission payées pour le compte d'autres institutions ou organismes remboursés par ceux-ci — Recettes affectées</i>	p.m.	p.m.	0,—	
3 2 2	<i>Recettes provenant de tiers pour la fourniture de biens ou de services, ou l'exécution de travaux — Recettes affectées</i>	p.m.	p.m.	0,—	
	Chapitre 3 2 — Total	p.m.	p.m.	0,—	

Article 3 2 0 — Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux — Recettes affectées

Poste 3 2 0 2 — Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux pour les autres institutions, agences et organismes de l'Union — Recettes affectées

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	

Commentaires

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Article 3 2 1 — Indemnités de mission payées pour le compte d'autres institutions ou organismes remboursés par ceux-ci — Recettes affectées

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Article 3 2 2 — Recettes provenant de tiers pour la fourniture de biens ou de services, ou l'exécution de travaux — Recettes affectées

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

CHAPITRE 3 3 — AUTRES RECETTES ADMINISTRATIVES

Données chiffrées

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020	2020/2022
3 3	AUTRES RECETTES ADMINISTRATIVES				
3 3 0	<i>Restitution des sommes qui ont été indûment payées — Recettes affectées</i>	p.m.	p.m.	0,—	
3 3 1	<i>Recettes correspondant à une destination déterminée (revenus de fondations, subventions, dons et legs) — Recettes affectées</i>	p.m.	p.m.	0,—	
3 3 3	<i>Indemnités d'assurances perçues — Recettes affectées</i>	p.m.	p.m.	0,—	
3 3 8	<i>Autres recettes provenant de la gestion administrative — Recettes affectées</i>	p.m.	p.m.	0,—	
3 3 9	<i>Autres recettes provenant de la gestion administrative</i>	p.m.	p.m.	p.m.	
	Chapitre 3 3 — Total	p.m.	p.m.	p.m.	

Article 3 3 0 — Restitution des sommes qui ont été indûment payées — Recettes affectées

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Article 3 3 1 — Recettes correspondant à une destination déterminée (revenus de fondations, subventions, dons et legs) — Recettes affectées

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Article 3 3 3 — Indemnités d'assurances perçues — Recettes affectées

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Article 3 3 8 — Autres recettes provenant de la gestion administrative — Recettes affectées

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Cet article est destiné à accueillir les autres contributions et remboursements liés à la gestion administrative de l'institution.

Conformément à l'article 21 du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Article 3 3 9 — Autres recettes provenant de la gestion administrative

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	p.m.

Commentaires

Cet article est destiné à accueillir les autres recettes provenant de la gestion administrative.

TITRE 4 — PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES

Données chiffrées

Titre Chapitre	Intitulé	Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
4 0	REVENUS DES FONDS PLACÉS ET DES COMPTES	p.m.	p.m.	0,—
	Titre 4 — Total	p.m.	p.m.	0,—

CHAPITRE 4 0 — REVENUS DES FONDS PLACÉS ET DES COMPTES

Données chiffrées

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020	2020/2022
4 0	REVENUS DES FONDS PLACÉS ET DES COMPTES				
4 0 0	<i>Revenus des fonds placés ou prêtés et des comptes bancaires</i>	p.m.	p.m.	0,—	
	Chapitre 4 0 — Total	p.m.	p.m.	0,—	

Article 4 0 0 — Revenus des fonds placés ou prêtés et des comptes bancaires

Données chiffrées

Budget 2022	Budget 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Cet article est destiné à accueillir les recettes provenant des revenus des fonds placés ou prêtés ainsi que les intérêts bancaires sur les comptes de l'institution.

DÉPENSES — DÉPENSES

Données chiffrées

Titre	Intitulé	Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
1	personnes liées à l'institution	9 568 000	9 039 457	7 461 708,48
2	IMMEUBLES, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES LIÉES AU FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION	3 822 000	3 382 636	2 457 437,76
3	COMITÉ EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES	6 812 000	7 041 100	4 292 572,74
10	AUTRES DÉPENSES	p.m.	p.m.	0,—
	Total	20 202 000	19 463 193	14 211 718,98

TITRE 1 — PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION

Données chiffrées

Titre Chapitre	Intitulé	CF	Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
1 0	Membres de l'institution	7	419 000	384 168	359 255,03
1 1	Personnel de l'institution	7	9 149 000	8 655 289	7 102 453,45
	Titre 1 — Total		9 568 000	9 039 457	7 461 708,48

CHAPITRE 1 0 — MEMBRES DE L'INSTITUTION

Données chiffrées

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	CF	Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020	2020/2022
1 0	Membres de l'institution					
1 0 0	Rémunération, indemnités et autres droits des membres					
1 0 0 0	Rémunération et indemnités	7.2	376 000	336 168	349 429,08	92,93 %
1 0 0 1	Droits liés à la prise de fonctions et à la cessation de fonctions	7.2	p.m.	p.m.	2 647,40	
1 0 0 2	Indemnités transitoires	7.2	p.m.	p.m.	0,—	
1 0 0 3	Pensions	7.2	p.m.	p.m.	0,—	
1 0 0 4	Crédit provisionnel	7.2	p.m.	p.m.	0,—	
	<i>Article 1 0 0 — Sous-total</i>		376 000	336 168	352 076,48	93,64 %
1 0 1	Autres dépenses concernant les membres					
1 0 1 0	Perfectionnement professionnel	7.2	10 000	15 000	0,—	
1 0 1 1	Frais de mission, de déplacement et autres dépenses accessoires	7.2	33 000	33 000	7 178,55	21,75 %

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	CF	Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020	2020/2022
	<i>Article 1 0 1 — Sous-total</i>		43 000	48 000	7 178,55	16,69 %
	Chapitre 1 0 — Total		419 000	384 168	359 255,03	85,74 %

Article 1 0 0 — Rémunération, indemnités et autres droits des membres

Poste 1 0 0 0 — Rémunération et indemnités

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
376 000	336 168	349 429,08

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir le financement du traitement, des indemnités et des autres allocations liées au traitement des membres, en particulier la quote-part de l'institution dans l'assurance contre les risques d'accident et de maladie professionnelle, la quote-part de l'institution dans l'assurance contre les risques de maladie, les allocations de naissance, les allocations de décès, les visites médicales annuelles, etc.

Bases légales

Règlement (UE) 2016/300 du Conseil du 29 février 2016 fixant les émoluments des titulaires de charges publiques de haut niveau de l'Union européenne (JO L 58 du 4.3.2016, p. 1).

Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Poste 1 0 0 1 — Droits liés à la prise de fonctions et à la cessation de fonctions

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	2 647,40

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de voyage des membres, y compris ceux de leur famille, au moment de leur prise de fonctions ou de leur cessation de fonctions, leurs indemnités d'installation et de réinstallation au moment où ils prennent leurs fonctions ou lorsqu'ils quittent l'institution ainsi que le remboursement des dépenses de déménagement lorsqu'ils prennent leurs fonctions ou cessent leurs fonctions dans l'institution.

Bases légales

Règlement (UE) 2016/300 du Conseil du 29 février 2016 fixant les émoluments des titulaires de charges publiques de haut niveau de l'Union européenne (JO L 58 du 4.3.2016, p. 1).

Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et

organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Poste 1 0 0 2 — Indemnités transitoires

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les indemnités transitoires, les allocations familiales ainsi que les coefficients correcteurs des pays de résidence des membres de l'institution après la cessation des fonctions.

Bases légales

Règlement (UE) 2016/300 du Conseil du 29 février 2016 fixant les émoluments des titulaires de charges publiques de haut niveau de l'Union européenne (JO L 58 du 4.3.2016, p. 1).

Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Poste 1 0 0 3 — Pensions

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les pensions d'ancienneté et le coefficient correcteur du pays de résidence des membres de l'institution, ainsi que les pensions de survie des conjoints survivants et orphelins et les coefficients correcteurs de leur pays de résidence.

Bases légales

Règlement (UE) 2016/300 du Conseil du 29 février 2016 fixant les émoluments des titulaires de charges publiques de haut niveau de l'Union européenne (JO L 58 du 4.3.2016, p. 1).

Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Poste 1 0 0 4 — Crédit provisionnel

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les incidences des actualisations éventuelles des rémunérations et des pensions.

Il a un caractère purement provisionnel et ne peut être utilisé qu'après un virement vers d'autres lignes conformément aux dispositions du règlement financier.

Article 1 0 1 — Autres dépenses concernant les membres

Poste 1 0 1 0 — Perfectionnement professionnel

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
10 000	15 000	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais des cours de langues, séminaires et cours de formation professionnelle.

Poste 1 0 1 1 — Frais de mission, de déplacement et autres dépenses accessoires

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
33 000	33 000	7 178,55

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de voyage, les indemnités journalières de mission ainsi que les dépenses supplémentaires ou exceptionnelles de missions.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Règlement (UE) 2016/300 du Conseil du 29 février 2016 fixant les émoluments des titulaires de charges publiques de haut niveau de l'Union européenne (JO L 58 du 4.3.2016, p. 1).

Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

CHAPITRE 1 1 — PERSONNEL DE L'INSTITUTION

Données chiffrées

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	CF	Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020	2020/2022
1 1	Personnel de l'institution					
1 1 0	Rémunération, indemnités et autres droits des fonctionnaires et agents temporaires					
1 1 0 0	Rémunération et indemnités	7.2	6 846 000	6 845 000	5 494 582,79	80,26 %
1 1 0 1	Droits liés à la prise de fonctions, aux mutations et à la cessation de fonctions	7.2	80 000	50 000	40 696,08	50,87 %
1 1 0 2	Heures supplémentaires rémunérées	7.2	p.m.	p.m.	0,—	
1 1 0 3	Secours extraordinaire	7.2	p.m.	p.m.	0,—	
1 1 0 4	Indemnités et contributions diverses relatives à la cessation anticipée des fonctions	7.2	p.m.	p.m.	0,—	
1 1 0 5	Crédit provisionnel	7.2	p.m.	p.m.	0,—	
	<i>Article 1 1 0 — Sous-total</i>		6 926 000	6 895 000	5 535 278,87	79,92 %
1 1 1	Autres agents					
1 1 1 0	Agents contractuels	7.2	1 516 000	1 064 000	1 073 016,30	70,78 %
1 1 1 1	Coûts des stages et des échanges de membres du personnel	7.2	307 000	288 000	238 098,40	77,56 %
1 1 1 2	Prestations et travaux à confier à l'extérieur	7.2	55 000	54 000	43 516,21	79,12 %
	<i>Article 1 1 1 — Sous-total</i>		1 878 000	1 406 000	1 354 630,91	72,13 %
1 1 2	Autres dépenses concernant le personnel					
1 1 2 0	Frais de mission, de déplacement et autres dépenses accessoires	7.2	120 000	139 500	16 538,96	13,78 %
1 1 2 1	Frais de recrutement	7.2	7 000	6 789	5 583,95	79,77 %
1 1 2 2	Perfectionnement professionnel	7.2	89 000	83 000	57 576,76	64,69 %
1 1 2 3	Service social	7.2	p.m.	p.m.	0,—	
1 1 2 4	Service médical	7.2	23 000	21 000	14 844,00	64,54 %
1 1 2 5	Centre de la petite enfance et autres crèches et garderies conventionnées de l'Union	7.2	85 000	83 000	108 577,75	127,74 %
1 1 2 6	Relations entre les membres du personnel et autres interventions sociales	7.2	21 000	21 000	9 422,25	44,87 %
	<i>Article 1 1 2 — Sous-total</i>		345 000	354 289	212 543,67	61,61 %
	Chapitre 1 1 — Total		9 149 000	8 655 289	7 102 453,45	77,63 %

Article 1 1 0 — Rémunération, indemnités et autres droits des fonctionnaires et agents temporaires

Poste 1 1 0 0 — Rémunération et indemnités

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
6 846 000	6 845 000	5 494 582,79

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- le traitement de base des fonctionnaires et des agents temporaires,
- les allocations familiales, y compris l'allocation de foyer, l'allocation pour enfant à charge et l'allocation scolaire,
- l'indemnité de dépaysement et d'expatriation,

- la contribution de l'institution à l'assurance contre les risques de maladie ainsi qu'à l'assurance contre les risques d'accident et de maladie professionnelle,
- la contribution de l'institution dans la constitution du fonds spécial de chômage,
- les versements effectués par l'institution en faveur des agents temporaires afin de constituer ou de maintenir leurs droits à pension dans leur pays d'origine,
- les incidences des coefficients correcteurs applicables à la rémunération et à la partie des émoluments transférés dans un pays autre que celui d'affectation,
- les allocations de naissance,
- le paiement forfaitaire des frais de voyage du lieu d'affectation au lieu d'origine,
- les indemnités de logement et de transport, les indemnités forfaitaires de fonctions,
- les indemnités forfaitaires de déplacement,
- l'indemnité spéciale pour les comptables et régisseurs d'avances.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Poste 1 1 0 1 — Droits liés à la prise de fonctions, aux mutations et à la cessation de fonctions

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
80 000	50 000	40 696,08

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les frais de voyage dus aux fonctionnaires et aux agents temporaires, y compris ceux de leur famille, à l'occasion de l'entrée en fonctions, du départ ou de la mutation impliquant un changement de lieu d'affectation,
- les indemnités d'installation et de réinstallation et les frais de déménagement dus aux fonctionnaires et aux agents temporaires tenus de changer de lieu de résidence lors de leur entrée en fonctions ou lors de leur mutation vers un nouveau lieu d'affectation ainsi que lors de la cessation définitive des fonctions, suivie d'une réinstallation dans un nouveau lieu,
- les indemnités journalières dues aux fonctionnaires et aux agents temporaires qui justifient être tenus de changer de résidence après leur entrée en fonctions ou lors de leur mutation vers un nouveau lieu d'affectation,
- l'indemnité de licenciement pour un fonctionnaire stagiaire licencié en cas d'inaptitude manifeste,
- l'indemnité de résiliation du contrat d'un agent temporaire par l'institution.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Poste 1 1 0 2 — Heures supplémentaires rémunérées

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné au paiement des heures supplémentaires dans les conditions prévues par les bases légales.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 56 et son annexe VI.

Poste 1 1 0 3 — Secours extraordinaire

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les interventions éventuelles en faveur des fonctionnaires et des agents se trouvant dans une situation particulièrement difficile.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 76.

Poste 1 1 0 4 — Indemnités et contributions diverses relatives à la cessation anticipée des fonctions

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les indemnités de mise en disponibilité ou de retrait d'emploi dans l'intérêt du service,
- la quote-part patronale de l'assurance contre les risques de maladie des bénéficiaires de ces indemnités,
- les incidences des coefficients correcteurs applicables à ces indemnités ainsi que les incidences des actualisations éventuelles des rémunérations à décider par le Conseil en cours d'exercice.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 41, 50, 64, 65 et 72, et son annexe IV.

Poste 1 1 0 5 — Crédit provisionnel

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les incidences des actualisations éventuelles des rémunérations et des indemnités.

Il a un caractère purement provisionnel et ne peut être utilisé qu'après un virement vers d'autres lignes conformément aux dispositions du règlement financier.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 65 et 65 *bis* ainsi que son annexe XI.

Article 1 1 1 — Autres agents

Poste 1 1 1 0 — Agents contractuels

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
1 516 000	1 064 000	1 073 016,30

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives au recours éventuel à des agents contractuels.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Poste 1 1 1 1 — Coûts des stages et des échanges de membres du personnel

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
307 000	288 000	238 098,40

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir une indemnité pour les stagiaires, leurs frais de voyage et de mission, ainsi qu'à assurer les risques d'accident et de maladie pendant les stages.

Il est également destiné à couvrir les dépenses occasionnées par les échanges de personnel entre le Contrôleur européen de la protection des données et le secteur public des États membres et des pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen (EEE) ainsi qu'avec les organisations internationales.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 1 1 1 2 — Prestations et travaux à confier à l'extérieur

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
55 000	54 000	43 516,21

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir toutes les prestations exécutées par des personnes non liées à l'institution, et notamment, le personnel intérimaire.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Article 1 1 2 — Autres dépenses concernant le personnel

Poste 1 1 2 0 — Frais de mission, de déplacement et autres dépenses accessoires

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
120 000	139 500	16 538,96

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de transport, le paiement des indemnités journalières de mission ainsi que les frais accessoires ou exceptionnels exposés pour l'exécution de missions.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 71 et les articles 11, 12 et 13 de son annexe VII.

Poste 1 1 2 1 — Frais de recrutement

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
7 000	6 789	5 583,95

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses d'organisation des concours prévus à l'article 3 de la décision 2002/621/CE ainsi que les frais de voyage et de séjour des candidats à des entretiens d'embauche et les frais de visite médicale d'engagement.

Il est destiné également à couvrir les frais d'organisation des procédures de sélection des agents temporaires et des agents contractuels.

Dans des cas dûment motivés par des besoins fonctionnels et après consultation de l'Office européen de sélection du personnel, ce crédit peut être utilisé pour des concours organisés par le Contrôleur européen de la protection des données lui-même.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 27 à 31 et 33 ainsi que son annexe III.

Décision 2002/620/CE du Parlement européen, du Conseil, de la Commission, de la Cour de justice, de la Cour des comptes, du Comité économique et social, du Comité des régions et du médiateur du 25 juillet 2002 portant création de l'Office de sélection du personnel des Communautés européennes (JO L 197 du 26.7.2002, p. 53).

Décision 2002/621/CE des secrétaires généraux du Parlement européen, du Conseil, de la Commission, du greffier de la Cour de justice, des secrétaires généraux de la Cour des comptes, du Comité économique et social, du Comité des régions et du représentant du médiateur du 25 juillet 2002 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Office de sélection du personnel des Communautés européennes (JO L 197 du 26.7.2002, p. 56).

Poste 1 1 2 2 — Perfectionnement professionnel

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
89 000	83 000	57 576,76

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les cours de formation et de recyclage professionnels du personnel internes et externes, y compris les cours de langue, organisés sur une base interinstitutionnelle, externe ou interne,
- les événements visant à renforcer l'esprit d'équipe,
- les dépenses afférentes aux équipements pédagogiques et techniques.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 24 *bis*.

Poste 1 1 2 3 — Service social

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir, dans le cadre d'une politique interinstitutionnelle en faveur des personnes handicapées (fonctionnaires et agents temporaires en activité et leurs conjoints ainsi que les enfants à charge au sens du statut des fonctionnaires de l'Union européenne), le remboursement, dans les limites des possibilités budgétaires, après épuisement des droits éventuellement consentis au niveau national dans le pays de résidence ou d'origine, des dépenses de nature autre que médicale, reconnues nécessaires, résultant du handicap et dûment justifiées.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 76.

Poste 1 1 2 4 — Service médical

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
23 000	21 000	14 844,00

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais relatifs au contrôle médical annuel des fonctionnaires et autres agents y ayant droit, y compris les analyses et examens médicaux demandés dans le cadre de ce contrôle.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 59 et l'article 8 de son annexe II.

Poste 1 1 2 5 — Centre de la petite enfance et autres crèches et garderies conventionnées de l'Union

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
85 000	83 000	108 577,75

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir la quote-part du Contrôleur européen de la protection des données dans les dépenses relatives au centre de la petite enfance et aux autres crèches et garderies agréées de l'Union.

Poste 1 1 2 6 — Relations entre les membres du personnel et autres interventions sociales

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
21 000	21 000	9 422,25

Commentaires

Ce crédit est destiné:

- à couvrir l’encouragement et le soutien financier de toute initiative destinée à promouvoir les relations sociales entre les agents de diverses nationalités, telle que les subventions aux clubs, associations sportives et activités culturelles du personnel, ainsi qu’à apporter une contribution aux coûts d’une structure permanente de rencontres pour les loisirs (activités culturelles, sportives, etc.),
- à apporter une contribution aux coûts d’activités organisées par le comité du personnel (activités culturelles, sportives, repas, etc.).

Il est également destiné à couvrir la mise en œuvre pour le personnel d’un plan de déplacement destiné à encourager l’utilisation des transports en commun, à réduire l’utilisation des voitures individuelles et à diminuer l’empreinte carbone.

TITRE 2 — IMMEUBLES, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES LIÉES AU FONCTIONNEMENT DE L’INSTITUTION

Données chiffrées

Titre Chapitre	Intitulé	CF	Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
2 0	IMMEUBLES, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES LIÉES AU FONCTIONNEMENT DE L’INSTITUTION	7	3 822 000	3 382 636	2 457 437,76
	Titre 2 — Total		3 822 000	3 382 636	2 457 437,76

CHAPITRE 2 0 — IMMEUBLES, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES LIÉES AU FONCTIONNEMENT DE L’INSTITUTION

Données chiffrées

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	CF	Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020	2020/2022
2 0	IMMEUBLES, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES LIÉES AU FONCTIONNEMENT DE L’INSTITUTION					
2 0 0	<i>Loyers, charges et dépenses immobilières</i>	7.2	1 610 000	1 589 899	1 093 390,18	67,91 %
2 0 1	<i>Dépenses liées au fonctionnement et aux activités de l’institution</i>					
2 0 1 0	Équipements et services des technologies de l’information	7.2	847 000	529 237	499 069,44	58,92 %
2 0 1 1	Mobilier, fournitures de bureau et frais de télécommunications	7.2	35 000	38 000	20 138,84	57,54 %
2 0 1 2	Autres dépenses liées au fonctionnement	7.2	231 000	187 000	244 357,48	105,78 %
2 0 1 3	Frais de traduction et d’interprétation	7.2	400 000	650 000	402 950,30	100,74 %
2 0 1 4	Dépenses de publication et d’information	7.2	159 000	129 500	111 384,35	70,05 %
2 0 1 5	Dépenses liées aux activités de l’institution	7.2	430 000	184 000	70 126,34	16,31 %
2 0 1 6	Remboursements d’experts	7.2	110 000	75 000	16 020,83	14,56 %
	<i>Article 2 0 1 — Sous-total</i>		2 212 000	1 792 737	1 364 047,58	61,67 %

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	CF	Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020	2020/2022
	Chapitre 2 0 — Total		3 822 000	3 382 636	2 457 437,76	64,30 %

Article 2 0 0 — Loyers, charges et dépenses immobilières

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
1 610 000	1 589 899	1 093 390,18

Commentaires

Ce crédit vise à assurer le paiement d'un montant forfaitaire au Parlement européen pour les bureaux que cette institution met à la disposition du Contrôleur européen de la protection des données dans ses locaux à Bruxelles. Sont couverts les loyers et les charges concernant les assurances, l'eau, l'électricité, le chauffage, le nettoyage et l'entretien, la sécurité et la surveillance ainsi que d'autres dépenses immobilières diverses, y compris celles liées aux transformations, aux réparations et aux remises à neuf dont feraient l'objet les bureaux en question.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Accord de coopération administrative entre le Contrôleur européen de la protection des données et l'autre institution fournissant les bureaux.

Article 2 0 1 — Dépenses liées au fonctionnement et aux activités de l'institution

Poste 2 0 1 0 — Équipements et services des technologies de l'information

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
847 000	529 237	499 069,44

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- l'achat et la location d'équipements, les frais d'exploitation et de maintenance, les prestations afférentes à l'informatique, y compris l'assistance liée au fonctionnement, à l'entretien des systèmes informatiques et au développement des logiciels,
- les opérations informatiques confiées à des tiers ou les autres dépenses liées à des services informatiques, y compris le développement et la maintenance du site internet.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 2 0 1 1 — Mobilier, fournitures de bureau et frais de télécommunications

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
35 000	38 000	20 138,84

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- l'achat de papier, enveloppes, fournitures de bureau et autres consommables,
- les frais postaux et les frais d'acheminement par une société de courrier, les colis et la distribution au grand public,
- l'achat, le renouvellement et l'entretien des installations et des équipements techniques (sécurité, etc.) et administratifs (machines de bureau, telles que photocopieurs, calculatrices, etc.),
- les dépenses afférentes à l'achat, à la location, à l'entretien et à la maintenance de l'équipement des télécommunications et autres dépenses liées aux télécommunications, y compris les frais liés aux communications par téléphone, télégraphe et télex et par support électronique,
- l'achat, l'entretien et le remplacement de mobilier, tout autre poste lié à l'aménagement des locaux et les frais accessoires.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 2 0 1 2 — Autres dépenses liées au fonctionnement

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
231 000	187 000	244 357,48

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les coûts liés directement ou indirectement à la coopération institutionnelle établie entre le Contrôleur européen de la protection des données et d'autres institutions ou organes de l'Union, en vue de réaliser des gains d'efficacité (par exemple accords de niveau de service),
- les autres dépenses administratives courantes (charges financières, frais juridiques, etc.).

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 2 0 1 3 — Frais de traduction et d'interprétation

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
400 000	650 000	402 950,30

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de tout service de traduction et d'interprétation et autres frais annexes.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Accord de coopération administrative entre le Contrôleur européen de la protection des données et l'institution fournissant la prestation de services.

Poste 2 0 1 4 — Dépenses de publication et d'information

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
159 000	129 500	111 384,35

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses de publication et d'information, et notamment:

- les frais d'impression des publications dans le *Journal officiel de l'Union européenne*,
- les frais d'impression et de reproduction dans les langues officielles des différentes publications,
- le matériel imprimé destiné à la promotion de l'information relative au Contrôleur européen de la protection des données,
- tous autres frais liés à la politique d'information de l'institution (symposiums, séminaires, participation à des événements publics, etc.),
- les dépenses liées à la publicité et aux campagnes d'information sur les objectifs, les actions et le rôle du Contrôleur européen de la protection des données,
- les dépenses liées aux groupes de visiteurs du Contrôleur européen de la protection des données,
- l'élargissement et le renouvellement du secteur des ouvrages de référence générale et la mise à jour du fonds de bibliothèque,
- les abonnements aux journaux, aux périodiques, aux agences d'information et à leurs publications et services en ligne, y compris les frais de copyright pour la reproduction et la diffusion par voie écrite ou électronique de ces abonnements et les contrats de service pour les revues de presse et coupures de presse,
- les abonnements ou les contrats de service pour la fourniture de sommaires et d'analyses du contenu des périodiques ou la saisie sur supports optiques des articles extraits de ces périodiques,
- les frais relatifs à l'utilisation des bases de données documentaires et statistiques externes, à l'exclusion du matériel informatique et des coûts de télécommunication,
- l'achat ou la location de matériels spéciaux, y compris les matériels et systèmes électriques, électroniques et informatiques, de bibliothèque, de documentation, de médiathèque, ainsi que de prestations externes pour l'acquisition, le développement, l'installation, l'exploitation et la maintenance de ces matériels et systèmes,
- les frais des prestations liées aux activités de la bibliothèque, notamment en rapport avec ses clients (enquêtes, analyses), les systèmes de gestion qualité, etc.,
- les matériels et travaux de reliure et de conservation pour la bibliothèque, la documentation et la médiathèque,
- l'achat de dictionnaires, glossaires et autres ouvrages pour les services du Contrôleur européen de la protection des données.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 2 0 1 5 — Dépenses liées aux activités de l'institution

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
430 000	184 000	70 126,34

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les frais de réception, de représentation et d'achat d'articles de représentation,
- les frais de réunion,
- les frais afférents au parrainage d'entreprise,
- les dépenses engagées pour promouvoir les échanges et renforcer la coopération avec les acteurs extérieurs, y compris les activités, spécifiques ou non, liées à la mise en œuvre de la stratégie du Contrôleur européen de la protection des données,
- le financement d'études et d'enquêtes confiées par contrat à des experts qualifiés ou à des instituts de recherche.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 2 0 1 6 — Remboursements d'experts

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
110 000	75 000	16 020,83

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais d'invitation et les honoraires de conférenciers, y compris les indemnités de déplacement et de séjour et d'autres frais connexes, pour les experts et les autres personnes invités à participer à des groupes d'étude ou à des réunions de travail et à d'autres événements.

TITRE 3 — COMITÉ EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES

Données chiffrées

Titre Chapitre	Intitulé	CF	Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
3 0	DÉPENSES LIÉES AU FONCTIONNEMENT DU COMITÉ	7	6 812 000	7 041 100	4 292 572,74
	Titre 3 — Total		6 812 000	7 041 100	4 292 572,74

CHAPITRE 3 0 — DÉPENSES LIÉES AU FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

Données chiffrées

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	CF	Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020	2020/2022
3 0	DÉPENSES LIÉES AU FONCTIONNEMENT DU COMITÉ					
3 0 0	Loyers, charges et dépenses immobilières					
3 0 0 0	Loyers, charges et dépenses immobilières	7.2	633 000	626 000	409 900,64	64,76 %
	<i>Article 3 0 0 — Sous-total</i>		633 000	626 000	409 900,64	64,76 %
3 0 1	Rémunération, indemnités et autres droits des fonctionnaires et agents temporaires					
3 0 1 0	Rémunération et indemnités	7.2	1 669 000	1 646 000	1 131 884,71	67,82 %
3 0 1 1	Droits liés à la prise de fonctions, aux mutations et à la cessation de fonctions	7.2	26 000	25 000	61 361,72	236,01 %
3 0 1 2	Indemnités et contributions diverses relatives à la cessation anticipée des fonctions	7.2	p.m.	p.m.	0,—	
	<i>Article 3 0 1 — Sous-total</i>		1 695 000	1 671 000	1 193 246,43	70,40 %
3 0 2	Autres agents					
3 0 2 0	Agents contractuels	7.2	885 000	650 000	771 002,47	87,12 %
3 0 2 1	Coûts des stages et des échanges de membres du personnel	7.2	400 000	400 000	57 237,98	14,31 %
3 0 2 2	Services et travaux à sous-traiter	7.2	55 000	54 000	54 954,02	99,92 %
	<i>Article 3 0 2 — Sous-total</i>		1 340 000	1 104 000	883 194,47	65,91 %
3 0 3	Autres dépenses concernant le personnel du Comité					
3 0 3 0	Frais de mission, de déplacement et autres dépenses accessoires	7.2	42 000	45 000	14 789,09	35,21 %
3 0 3 1	Frais de recrutement	7.2	4 000	3 000	2 961,50	74,04 %
3 0 3 2	Perfectionnement professionnel	7.2	33 000	30 000	12 531,46	37,97 %
3 0 3 3	Service médical	7.2	5 000	4 000	3 968,13	79,36 %
3 0 3 4	Centre de la petite enfance et autres crèches et garderies conventionnées de l'Union	7.2	33 000	32 000	0,—	
	<i>Article 3 0 3 — Sous-total</i>		117 000	114 000	34 250,18	29,27 %
3 0 4	Dépenses liées au fonctionnement et aux activités du Comité					
3 0 4 0	Réunions plénières et réunions des sous-groupes du Comité européen de la protection des données	7.2	395 000	836 000	116 290,33	29,44 %
3 0 4 1	Frais de traduction et d'interprétation	7.2	1 212 000	1 564 000	908 571,80	74,96 %
3 0 4 2	Dépenses de publication et d'information	7.2	128 000	130 000	71 506,00	55,86 %
3 0 4 3	Équipements et services des technologies de l'information	7.2	816 000	654 000	488 377,70	59,85 %
3 0 4 4	Mobilier, fournitures de bureau et frais de télécommunications	7.2	15 000	15 000	11 230,48	74,87 %
3 0 4 5	Consultance et études externes	7.2	142 000	142 000	75 142,87	52,92 %
3 0 4 6	Dépenses relatives aux activités du Comité européen de la protection des données	7.2	180 000	65 000	25 363,00	14,09 %
3 0 4 7	Autres dépenses liées au fonctionnement	7.2	69 000	67 000	67 078,52	97,22 %
3 0 4 8	Dépenses de la présidence et des vice-présidents du Comité européen de la protection des données	7.2	70 000	53 100	8 420,32	12,03 %
	<i>Article 3 0 4 — Sous-total</i>		3 027 000	3 526 100	1 771 981,02	58,54 %
	Chapitre 3 0 — Total		6 812 000	7 041 100	4 292 572,74	63,01 %

Article 3 0 0 — Loyers, charges et dépenses immobilières

Poste 3 0 0 0 — Loyers, charges et dépenses immobilières

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
633 000	626 000	409 900,64

Commentaires

Ce crédit vise à assurer le paiement d'une somme forfaitaire au Parlement européen pour les bureaux que cette institution met à la disposition du Contrôleur européen de la protection des données dans ses locaux à Bruxelles. Sont couverts les loyers et les charges concernant les assurances, l'eau, l'électricité, le chauffage, le nettoyage et l'entretien, la sécurité et la surveillance ainsi que d'autres dépenses immobilières diverses, y compris celles liées aux transformations, aux réparations et aux remises à neuf dont feraient l'objet les bureaux en question.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Accord de coopération administrative entre le Contrôleur européen de la protection des données et l'autre institution fournissant les bureaux.

Article 3 0 1 — Rémunération, indemnités et autres droits des fonctionnaires et agents temporaires

Poste 3 0 1 0 — Rémunération et indemnités

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
1 669 000	1 646 000	1 131 884,71

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- le traitement de base des fonctionnaires et des agents temporaires,
- les allocations familiales, y compris l'allocation de foyer, l'allocation pour enfant à charge et l'allocation scolaire,
- l'indemnité de dépaysement et d'expatriation,
- la contribution de l'institution à l'assurance contre les risques de maladie ainsi qu'à l'assurance contre les risques d'accident et de maladie professionnelle,
- la contribution de l'institution dans la constitution du fonds spécial de chômage,
- les versements effectués par l'institution en faveur des agents temporaires afin de constituer ou de maintenir leurs droits à pension dans leur pays d'origine,

- les incidences des coefficients correcteurs applicables à la rémunération et à la partie des émoluments transférés dans un pays autre que celui d'affectation,
- les allocations de naissance,
- le paiement forfaitaire des frais de voyage du lieu d'affectation au lieu d'origine,
- les indemnités de logement et de transport, les indemnités forfaitaires de fonctions,
- les indemnités forfaitaires de déplacement,
- l'indemnité spéciale pour les comptables et régisseurs d'avances.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Poste 3 0 1 1 — Droits liés à la prise de fonctions, aux mutations et à la cessation de fonctions

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
26 000	25 000	61 361,72

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de voyage des fonctionnaires et des agents temporaires, y compris ceux des membres de leur famille, à l'occasion de leur entrée en fonctions, de leur départ ou de leur réaffectation géographique, les indemnités d'installation, de réinstallation ou de mutation dues aux agents qui sont tenus de changer de lieu de résidence à l'occasion, respectivement, de leur entrée en fonctions, de la cessation de leurs fonctions ou de leur mutation vers un nouveau lieu d'affectation, les frais de déménagement, et les indemnités journalières temporaires dues aux agents qui justifient avoir été obligés de changer de lieu de résidence après leur entrée en fonctions.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 20 et 71 et les articles 5, 6, 7, 9 et 10 de son annexe VII.

Poste 3 0 1 2 — Indemnités et contributions diverses relatives à la cessation anticipée des fonctions

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les indemnités de mise en disponibilité ou de retrait d'emploi dans l'intérêt du service,

- la quote-part patronale de l'assurance contre les risques de maladie des bénéficiaires de ces indemnités,
- les incidences des coefficients correcteurs applicables à ces indemnités ainsi que les incidences des actualisations éventuelles des rémunérations à décider par le Conseil en cours d'exercice.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 41, 50, 64, 65 et 72 et son annexe IV.

Article 3 0 2 — Autres agents

Poste 3 0 2 0 — Agents contractuels

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
885 000	650 000	771 002,47

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives à l'emploi d'agents contractuels.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Poste 3 0 2 1 — Coûts des stages et des échanges de membres du personnel

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
400 000	400 000	57 237,98

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les indemnités, les frais de déplacement et de mission pour les stagiaires, ainsi que l'assurance accident et maladie pendant les périodes de stage. Il est également destiné à couvrir les dépenses résultant d'échanges de membres du personnel entre le Comité européen de la protection des données, d'une part, et d'États membres et de pays de l'AELE faisant partie de l'EEE, d'organisations internationales ou d'autres pays, d'autre part.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 3 0 2 2 — Services et travaux à sous-traiter

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
55 000	54 000	54 954,02

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir tous les services prestés par des personnes qui ne sont pas liées à l'institution, et en particulier le personnel intérimaire.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Article 3 0 3 — Autres dépenses concernant le personnel du Comité

Poste 3 0 3 0 — Frais de mission, de déplacement et autres dépenses accessoires

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
42 000	45 000	14 789,09

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de transport, le paiement des indemnités journalières de mission ainsi que les frais accessoires ou exceptionnels exposés pour l'exécution de missions.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 71 et les articles 11 à 13 de son annexe VII.

Poste 3 0 3 1 — Frais de recrutement

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
4 000	3 000	2 961,50

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses d'organisation des concours prévus à l'article 3 de la décision 2002/621/CE ainsi que les frais de voyage et de séjour des candidats à des entretiens d'embauche et les frais de visite médicale d'engagement.

Il est également destiné à couvrir les frais d'organisation des procédures de sélection des agents temporaires et des agents contractuels.

Dans des cas dûment motivés par des besoins fonctionnels et après consultation de l'Office européen de sélection du personnel, ce crédit peut être utilisé pour des concours organisés par le Comité européen de la protection des données lui-même.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 27 à 31 et 33 ainsi que son annexe III.

Décision 2002/620/CE du Parlement européen, du Conseil, de la Commission, de la Cour de justice, de la Cour des comptes, du Comité économique et social, du Comité des régions et du médiateur du 25 juillet 2002 portant création de l'Office de sélection du personnel des Communautés européennes (JO L 197 du 26.7.2002, p. 53).

Décision 2002/621/CE des secrétaires généraux du Parlement européen, du Conseil, de la Commission, du greffier de la Cour de justice, des secrétaires généraux de la Cour des comptes, du Comité économique et social, du Comité des régions et du représentant du médiateur du 25 juillet 2002 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Office de sélection du personnel des Communautés européennes (JO L 197 du 26.7.2002, p. 56).

Poste 3 0 3 2 — Perfectionnement professionnel

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
33 000	30 000	12 531,46

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les cours de formation et de recyclage professionnels du personnel internes et externes, y compris les cours de langue, organisés sur une base interinstitutionnelle, externe ou interne,
- les événements visant à renforcer l'esprit d'équipe,
- les dépenses liées aux équipements pédagogiques et techniques.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 24 *bis*.

Poste 3 0 3 3 — Service médical

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
5 000	4 000	3 968,13

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais relatifs au contrôle médical annuel des fonctionnaires et autres agents y ayant droit, y compris les analyses et examens médicaux demandés dans le cadre de ce contrôle.

Poste 3 0 3 4 — Centre de la petite enfance et autres crèches et garderies conventionnées de l'Union

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
33 000	32 000	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir la quote-part du Comité européen de la protection des données dans les dépenses relatives au centre de la petite enfance et aux autres crèches et garderies agréées de l'Union.

Article 3 0 4 — Dépenses liées au fonctionnement et aux activités du Comité

Poste 3 0 4 0 — Réunions plénières et réunions des sous-groupes du Comité européen de la protection des données

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
395 000	836 000	116 290,33

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de voyage, de séjour et accessoires des experts et autres personnes convoqués pour participer aux commissions, aux groupes d'études ou aux réunions de travail, ainsi que d'autres frais connexes (location de salles, services d'interprétation, services de restauration, etc.).

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 3 0 4 1 — Frais de traduction et d'interprétation

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
1 212 000	1 564 000	908 571,80

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de tout service de traduction et d'interprétation et autres frais annexes.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales

Accord de coopération administrative entre le Comité européen de la protection des données et l'institution fournissant la prestation de service.

Poste 3 0 4 2 — Dépenses de publication et d'information

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
128 000	130 000	71 506,00

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses de publication et d'information, et notamment:

- les frais d'impression des publications dans le *Journal officiel de l'Union européenne*,
- les frais d'impression et de reproduction dans les langues officielles des différentes publications,
- le matériel imprimé destiné à la promotion de l'information relative au Comité européen de la protection des données,
- tous autres frais liés à la politique d'information de l'institution (symposiums, séminaires, participation à des événements publics, etc.),
- les dépenses liées à la publicité et aux campagnes d'information sur les objectifs, les actions et le rôle du Comité européen de la protection des données,
- les dépenses liées aux groupes de visiteurs du Comité européen de la protection des données,
- l'élargissement et le renouvellement du secteur des ouvrages de référence générale et la mise à jour du fonds de bibliothèque,
- les abonnements aux journaux, aux périodiques, aux agences d'information et à leurs publications et services en ligne, y compris les frais de copyright pour la reproduction et la diffusion par voie écrite ou électronique de ces abonnements et les contrats de service pour les revues de presse et coupures de presse,
- les abonnements ou les contrats de service pour la fourniture de sommaires et d'analyses du contenu des périodiques ou la saisie sur supports optiques des articles extraits de ces périodiques,
- les frais relatifs à l'utilisation des bases de données documentaires et statistiques externes, à l'exclusion du matériel informatique et des coûts de télécommunication,
- l'achat ou la location de matériels spéciaux, y compris les matériels et systèmes électriques, électroniques et informatiques, de bibliothèque, de documentation, de médiathèque, ainsi que de prestations externes pour l'acquisition, le développement, l'installation, l'exploitation et la maintenance de ces matériels et systèmes,
- les frais des prestations liées aux activités de la bibliothèque, notamment en rapport avec ses clients (enquête, analyse), le système de gestion qualité, etc.,
- les matériels et travaux de reliure et de conservation pour la bibliothèque, la documentation et la médiathèque,
- l'achat de dictionnaires, glossaires et autres ouvrages pour les services du Comité européen de la protection des données.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 3 0 4 3 — Équipements et services des technologies de l'information

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
816 000	654 000	488 377,70

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- l'achat et la location d'équipements, les frais d'exploitation et de maintenance, les prestations afférentes à l'informatique, y compris l'assistance liée au fonctionnement, l'entretien des systèmes informatiques et le développement des logiciels,
- les opérations informatiques confiées à des tiers ou les autres dépenses liées à des services informatiques, y compris le développement et la maintenance du site internet.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 3 0 4 4 — Mobilier, fournitures de bureau et frais de télécommunications

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
15 000	15 000	11 230,48

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- l'achat de papier, enveloppes, fournitures de bureau et autres consommables,
- les frais postaux et les frais d'acheminement par une société de courrier, les colis et la distribution au grand public,
- l'achat, le renouvellement et l'entretien des installations et des équipements techniques (sécurité, etc.) et administratifs (machines de bureau telles que photocopieurs, calculatrices, etc.),
- les dépenses afférentes à l'achat, à la location, à l'entretien et à la maintenance de l'équipement des télécommunications et autres dépenses liées aux télécommunications, y compris les frais liés aux communications par téléphone, télégraphe et télex et par support électronique,
- l'achat, l'entretien et le renouvellement du mobilier,
- tout autre poste lié à l'aménagement des locaux et les frais accessoires.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 3 0 4 5 — Consultance et études externes

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
142 000	142 000	75 142,87

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir le financement d'études, de services de consultance et de sondage sous-traités auprès d'experts qualifiés et d'établissements de recherche.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 3 0 4 6 — Dépenses relatives aux activités du Comité européen de la protection des données

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
180 000	65 000	25 363,00

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- le coût des réceptions, les coûts de représentation et l'achat d'articles de représentation,
- les frais de réunion,
- l'organisation de séminaires, d'ateliers et de programmes de formation communs pour les membres des autorités de protection des données des États membres, pour les membres des autorités de protection des données de pays tiers et pour d'autres experts de la protection des données utiles invités par le Comité européen de la protection des données,
- les activités visant à promouvoir les échanges d'informations et de pratiques entre les autorités compétentes pour la supervision de la protection des données,
- les activités de sensibilisation à la protection des données,
- les frais afférents au parrainage d'entreprise,
- les dépenses engagées pour promouvoir les échanges et renforcer la coopération avec les acteurs extérieurs, y compris les activités, spécifiques ou non, liées à la mise en œuvre de la stratégie du Contrôleur européen de la protection des données.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 3 0 4 7 — Autres dépenses liées au fonctionnement

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
69 000	67 000	67 078,52

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les coûts liés directement ou indirectement à la coopération institutionnelle établie entre le Contrôleur européen de la protection des données et d'autres institutions ou organes de l'Union en vue de réaliser des gains d'efficacité (par exemple accords de niveau de service),
- les autres dépenses administratives courantes (charges financières, frais juridiques, etc.).

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

Poste 3 0 4 8 — Dépenses de la présidence et des vice-présidents du Comité européen de la protection des données

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
70 000	53 100	8 420,32

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les dépenses pour le transport,
- le paiement des indemnités journalières de mission ainsi que les frais accessoires ou exceptionnels exposés pour l'exécution d'une mission par la présidence et les vice-présidents du Comité européen de la protection des données,
- toutes les autres dépenses liées aux activités de la présidence et des vice-présidents du Comité européen de la protection des données (par exemple frais de formation).

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier: p.m.

TITRE 10 — AUTRES DÉPENSES

Données chiffrées

Titre Chapitre	Intitulé	CF	Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
10 0	CRÉDITS PROVISIONNELS		p.m.	p.m.	0,—
10 1	RÉSERVE POUR IMPRÉVUS	7.2	p.m.	p.m.	0,—
	Titre 10 — Total		p.m.	p.m.	0,—

CHAPITRE 10 0 — CRÉDITS PROVISIONNELS

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Bases légales

Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

CHAPITRE 10 1 — RÉSERVE POUR IMPRÉVUS

Données chiffrées

Budget 2022	Crédits 2021	Exécution 2020
p.m.	p.m.	0,—

Commentaires

Ce crédit est destiné à couvrir des dépenses, non prévisibles, découlant des décisions budgétaires prises au cours de l'exercice.

1. S — PERSONNEL

1.1. S 1 — Section IX — Contrôleur européen de la protection des données

Groupe de fonctions et grade	2022		2021	
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Emplois permanents	Emplois temporaires
	AD 16	1		1
AD 15	1		1	
AD 14	2		2	
AD 13	1		1	
AD 12	3		3	
AD 11	5		5	
AD 10	8		8	
AD 9	5		5	
AD 8	7		4	
AD 7	10		10	
AD 6	9		9	
AD 5				
<i>AD Sous-total</i>	<i>52</i>		<i>49</i>	
AST 11	1		1	
AST 10				
AST 9	1		1	
AST 8				
AST 7	2		2	
AST 6	3		3	
AST 5	4		5	
AST 4			2	
AST 3				
AST 2				
AST 1				
<i>AST Sous-total</i>	<i>11</i>		<i>14</i>	
AST/SC 6				
AST/SC 5				
AST/SC 4	1		1	
AST/SC 3	1		2	
AST/SC 2				
AST/SC 1				
<i>AST/SC Sous-total</i>	<i>2</i>		<i>3</i>	
Total	65		66	
Total général	65		66	

1.2. S 2 — Comité européen de la protection des données

Groupe de fonctions et grade	2022		2021	
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Emplois permanents	Emplois temporaires
	AD 16			
AD 15				
AD 14				
AD 13				
AD 12				
AD 11	1			
AD 10	1		1	
AD 9	2		2	
AD 8	5		1	
AD 7	5		7	
AD 6	3		3	
AD 5				
<i>AD Sous-total</i>	<i>17</i>		<i>14</i>	
AST 11				
AST 10				
AST 9				
AST 8	1		1	
AST 7				
AST 6			1	
AST 5				
AST 4				
AST 3				
AST 2				
AST 1				
<i>AST Sous-total</i>	<i>1</i>		<i>2</i>	
AST/SC 6	1		1	
AST/SC 5				
AST/SC 4				
AST/SC 3				
AST/SC 2			1	
AST/SC 1				
<i>AST/SC Sous-total</i>	<i>1</i>		<i>2</i>	
Total	19		18	
Total général	19		18	